



ALARY (Véronique)

*Les Cacaoculteurs camerounais
face aux risques.*

Essai de modélisation

Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque
du développement », 2000, 236 pages.

Le présent ouvrage est le condensé d'une thèse de doctorat en économie intitulée *Incertitude et prise de risque en période d'ajustement. Le comportement des producteurs de cacao camerounais avant et après 1994*. Le travail de terrain a été réalisé en 1993 et 1994 dans le cadre de l'Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun (OCISCA), un dispositif d'investigation mis en place conjointement par l'Orstom et les structures nationales de recherche. La problématique est directement issue des pré-occupations que connaît l'économie cacaoyère camerounaise au moment où est entreprise la recherche : entre 1988 et 1993, le prix d'achat au producteur du kilo de cacao est passé de 450 à 150 francs CFA, ce qui ne va pas sans décourager les planteurs, mais entraîne également un manque à gagner préjudiciable aux finances de l'État. Dans un contexte de marché international aussi défavorable, sur lequel le Cameroun est « preneur de prix » – donc dépendant –, quelles peuvent être les perspectives de l'offre cacaoyère nationale, voire les chances de survie de la cacaoculture ?

Les incertitudes et les risques qui affectent la culture du cacao sont le fait à la fois de la vulnérabilité des systèmes de production et de l'insécurité inhérente au fonctionnement du marché. Rendent les systèmes de production fragiles (chap. 1) : les aléas climatiques, le faible niveau de technicité, l'insécurité foncière, les imprévus sociaux... Sont à l'origine de l'insécurité du marché (chap. 2) : l'instabilité des prix, mais aussi les dysfonctionnements de l'environnement institutionnel... Ces incertitudes et ces risques sont incontestablement « des poids à inhiber toute initiative » (p. 60). La reconstitution des processus de décision (chap. 3) laisse en fait apparaître que « la rigidité semble constituer une caractéristique

essentielle de ces "entreprises" agricoles » (p. 99) que sont les systèmes de production basés sur la culture du cacao. Avant la dévaluation comme après, la « stratégie globale » des planteurs est en effet la même et peut s'énoncer comme suit : la sécurité alimentaire d'abord, le vivrier marchand ensuite, le cacao enfin. Dans cette stratégie, le cacao est perçu comme un moyen d'avoir un revenu monétaire dans le court terme mais aussi dans le long terme, à la fois comme un « bon marqueur » de la propriété foncière et comme un système d'« assurance » pour les vieux jours.

La rigidité affichée par les systèmes de production n'empêche pas pour autant les planteurs de cacao d'être des agents économiques rationnels, supposés augmenter leur production si une évolution favorable des prix ou une politique agricole incitative les y invitent. C'est sur cette règle de base de la théorie économique classique que s'appuie V. Alary pour justifier sa tentative de formaliser le risque à travers un essai de modélisation. Les simulations effectuées montrent ainsi que, pour être incitatif, le prix minimum garanti au producteur du kilo de cacao devrait être de 450 francs CFA (p. 183), qu'un système de stabilisation du prix d'achat est préférable à la libéralisation imposée par le FMI, que des politiques salariales de subvention aux intrants, de mise en place d'un système de crédit plus adapté auraient à l'évidence des effets d'entraînement positifs sur l'offre agricole. Le travail de V. Alary débouche sur un outil précieux d'aide à la décision en « milieu incertain ». On peut regretter que les fondements théoriques de la démarche n'aient été que subrepticement évoqués, et que n'aient pas été rappelées quelques grandes données d'ensemble de l'économie cacaoyère camerounaise. L'ouvrage ici présenté, d'une lecture un peu austère même si l'écriture est soignée, n'en devrait pas moins constituer une référence méthodologique incontournable pour tous ceux qui s'intéressent au devenir de l'économie de plantation dans un contexte d'incertitudes et de risques, que ce soit en Afrique ou ailleurs dans le monde.

Alfred Schwartz

YATTARA (Almany Maliki),
SALVAING (Bernard)
*Almamy : une jeunesse sur les rives
du fleuve Niger*
Brinon/Sauldre, Grandvaux, 2000,
448 pages.

Ce livre, important à plus d'un titre, résulte d'un long travail et d'une longue patience. L'historien Bernard Salvaing s'est mis à l'écoute de Almamy Maliki Yattara, à plusieurs reprises entre 1984 et 1996, année de leurs derniers entretiens. Pour qui l'a pratiqué, le passage de l'oral à l'écrit est une épreuve difficile et dévoreuse de temps. B. Salvaing a mis de l'ordre dans ces enregistrements minutieusement transcrits, dégagant de grands thèmes distribués en chapitres, et le récit en devient parfois didactique. Mais comment faire autrement ? Grâce à cette organisation du récit, dont B. Salvaing rend compte avec précision et lucidité dans la postface du livre, le lecteur, à chaque page, se situe aisément dans le temps et dans l'espace, aidé par un très remarquable appareil de notes qui témoigne de la profonde connaissance du milieu et de la société de cet historien.

Ce premier livre évoque les travaux et les jours des habitants du Guimballa, à l'ouest de Tombouctou, dans les années 30 et 40 (le narrateur étant né peu après 1920), c'est-à-dire à une époque où les grandes sécheresses n'avaient pas désorganisé la vie pastorale et agricole ni atteint la population dans ses moyens de subsistance. Les pages sur la pêche et la chasse, entre autres, foisonnent de détails d'une grande précision, ce qui n'est pas pour étonner quiconque a eu la chance de rencontrer et d'entendre Almamy. Il y a là de très riches aperçus sur la civilisation matérielle, l'économie, la société.

En suivant le fil des années de jeunesse d'Almamy, on est surpris de constater que, dans ce Soudan sous domination française, la région du Guimballa semble vivre hors de l'emprise des colonisateurs, dont elle cherche d'ailleurs à se protéger, en recourant parfois, faute d'autres moyens, à la magie : un sort rend l'enfant inapte à suivre l'école française, et il s'ensuivra son long parcours d'une école

coranique à l'autre ; un autre sortilège rend un village invisible chaque fois que le « commandant » veut s'y rendre. Ce témoignage, donné de l'intérieur, conduit à apprécier l'impact de la colonisation plus finement, région par région, et à éviter des généralisations hâtives. À maintes reprises, les relations entre le monde visible et invisible sont décrites avec un grand naturel : les rencontres inopinées avec des animaux fantastiques ou avec des djinns sont décrites sur le même ton que les menus événements de la vie quotidienne. Le lecteur entre ainsi dans une représentation du monde qui lui est rarement donnée à voir de cette manière.

La seconde partie du volume fait une large place à l'itinéraire spirituel du narrateur, et particulièrement à son apprentissage auprès d'Alfa Amadou, maître vénéré entre tous, qui lui enseigne un islam humaniste, tolérant envers les autres religions du Livre, et rappelle la grande figure d'El Hadj Sakho Boubakar, qui a profondément marqué à Abidjan toute une génération de chercheurs. Les lecteurs intéressés par l'histoire de l'islam au Mali, et notamment par la pénétration du soufisme, trouveront largement leur compte dans ces chapitres.

On attend avec impatience et curiosité le second volume, qui contraste avec le premier et bascule dans un autre monde, celui des Blancs : Almamy, après sa rencontre avec Amadou Hampâté Bâ, entrera en relation avec des chercheurs étrangers et voyagera en Europe.

Claude-Hélène Perrot

ASHFORTH (Adam)

Madumo, a Man Bewitched

Chicago, University of Chicago Press,
Capetown, David Philip Publishers,
2000, 255 pages.

Comment aborder la sorcellerie à Soweto ? Comment écrire sur ce sujet ? Malgré son scepticisme à l'égard du phénomène, Adam Ashforth a été constamment attentif à ces questions durant son long séjour à Soweto durant les années 90.



Ce livre explore la lutte désespérée de Madumo, son ami de longue date, contre une accusation de sorcellerie. Chassé de la maison familiale par son frère et sa sœur plus jeunes, accusé d'avoir tué leur mère par sorcellerie, Madumo entreprend de se défaire de la malédiction portée sur lui et de prouver qu'il n'est pas un sorcier. A. Ashforth suit de près et avec sympathie le traitement de Madumo par un « inyanga », M. Zondi, qui cherche à le réconcilier avec ses ancêtres oubliés et négligés. Pendant ce traitement – plutôt coûteux, parfois douloureux et finalement inefficace –, Madumo et A. Ashforth discutent de l'emprise inquiétante de la sorcellerie en Afrique du Sud de l'après-apartheid. Madumo affirme que l'accroissement de la sorcellerie est dû au chômage et à l'inégalité économique croissante entre les Noirs ; pendant l'apartheid, ceux-ci accusaient les Blancs de leurs malheurs, maintenant ils s'accusent entre eux. Cependant, malgré cette explication rationnelle, malgré ses tentatives pour « occidentaliser son jugement », la sorcellerie apparaît toujours comme une réalité à laquelle il est impossible d'échapper et qui écrase les gens comme un cauchemar.

Au cours de cette expérience partagée avec Madumo, Ashforth lui-même devient de plus en plus perplexe. Bien qu'il ne croie pas à l'existence de la sorcellerie – position appréciée par beaucoup de ses amis de Soweto, car, comme l'affirment ceux-ci, on est vulnérable aux sorciers que si l'on y croit –, il répugne à expliquer la sorcellerie de l'extérieur, en la considérant comme l'expression d'autre chose, comme le font beaucoup d'anthropologues. À la fin du livre, le propre envoûtement de l'auteur par le mystère de la sorcellerie passe de plus en plus au premier plan : Ashforth confesse que « sa propre manière de voir le monde est pathétiquement inadéquate » (p. 226). À la différence de ses amis de Soweto, il ne sent pas la nécessité d'interpréter les événements comme les messages de puissances invisibles, mais, en même temps, il n'est pas à l'aise face au récit moderniste de la victoire de la raison sur la superstition. Il se sent vide, mais également sou-

lagé de n'avoir pas été lui-même socialisé dans un « paradigme de la sorcellerie » qui semble prospérer dans la haine et la peur.

Racontant « une histoire vraie, tirée de la vie », le livre évite les genres existants – ce n'est ni une étude de cas anthropologique classique, ni un morceau d'ethnographie postmoderne, ni un roman. Des aperçus originaux de la dynamique des accusations de sorcellerie à Soweto sont présentés sans que Madumo apparaisse comme l'autre le plus lointain, ainsi que l'aurait fait une étude de cas classique. Refusant d'adopter une perspective distanciée et sans risque sur le « point de vue de l'indigène », A. Ashforth est aussi présent dans le livre que Madumo. Sa réflexion engagée sur la façon d'aborder la sorcellerie fournit des points de repère à ceux qui cherchent à comprendre et à traduire la sorcellerie au-delà des frontières culturelles. La principale réussite du livre consiste à rendre explicites les questions pressantes qui, habituellement, ne sont pas prises en compte par les chercheurs en sciences sociales.

Il s'agit d'un plaidoyer puissant pour aller au-delà de la frontière ambiguë séparant l'auteur de son objet de recherche. Naturellement, de cette façon, les vues personnelles et les confessions de l'auteur deviennent également sujettes à la critique. On s'interroge sur l'incapacité de l'auteur à trouver dans sa propre culture quelque chose de proche de la sorcellerie, de la haine et de la crainte sur lesquelles elle repose. D'une certaine manière, en dépit du refus d'approuver le triomphe de la raison et de la reconnaissance d'un sentiment de vide, l'auteur semble confirmer une image particulière et raisonnable de la culture occidentale. Il serait sans doute naïf de rechercher des équivalents directs aux notions africaines de sorcellerie. Mais si, comme le sous-entend A. Ashforth, la sorcellerie est un paradigme face auquel les gens ne peuvent rien faire sinon vivre avec, on pourrait certainement s'interroger à propos d'autres paradigmes qui organisent la vie en Occident et peuvent avoir une emprise tout aussi cauchemardesque sur nos vies. Peut-être, comme le montre de manière si convaincante le livre de

A. Ashfoth, de tels paradigmes auraient-ils plus de chance d'être découverts et explorés par des observateurs venant de l'extérieur et animés par la sympathie que par des *outsiders* détachés.

Birgit Meyer

NICK (Sophie) (ed.)
Pluralismo de informação nos PALOP
 Paris, Institut Panos,
 Lisbonne, Principia, 2000, 192 pages.

Cet ouvrage collectif est issu d'un colloque qui s'est tenu à Maputo en octobre 1999 sur le thème « Pour le pluralisme de l'information dans les pays africains de langue officielle portugaise (PALOP) », avec le soutien de l'Institut Panos. Il comble très efficacement une lacune : décrire concrètement la situation de la presse et des médias dans chacun des PALOP. Chaque chapitre/pays aborde l'histoire des médias, le contexte politique actuel, le cadre juridique, la pluralité des médias, l'information pluraliste, les médias nationaux et leurs relations avec les autres pays. En annexe de chaque chapitre vient l'*Anuário*, avec une liste d'adresses des journaux et autres médias et un recueil de textes juridiques. Les chapitres sont de Vladimir Monteiro (Cap-Vert, pp. 9-34), Fernando Lima (Angola, pp. 35-76), João Carlos (São Tomé e Príncipe, pp. 77-96), Fafali Kokou Koudawo (Guinée-Bissau, pp. 97-125), et de nouveau Fernando Lima (Mozambique, pp. 127-190). Nous trouvons là une mine de renseignements pratiques. Notons aussi que l'aspect technique n'empêche nullement la dénonciation de la répression, comme on le voit, en particulier, pour le pays dont la situation est la plus grave, à savoir l'Angola.

Contact : Principia, Avenida Marques Leal, 21-2°,
 2765-495, São João de Estoril, Portugal,
 email : <principia@principia.pt>

Michel Cahen

OUÉDRAOGO (Ousmane)
*Plaidoyer macroéconomique
 pour l'Afrique*
 Paris, Karthala, 1999, 195 pages.

Ousmane Ouédraogo a la double expérience d'un expert des questions économiques et financières et d'un responsable politique. Se présentant comme « ayant une vingtaine d'années d'expérience dans le domaine de la gestion économique et financière », il fut notamment vice-gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest de 1989 à 1993 et occupa les fonctions de ministre des Finances et du Plan du Burkina Faso. L'intérêt de son ouvrage est de concilier les analyses de l'économiste et le souci du décideur public de formuler des choix d'avenir. En une dizaine de courts chapitres, l'auteur présente de façon claire et pédagogique les principales problématiques des économies africaines. Sont ainsi abordées les questions de l'ajustement structurel, des privatisations, du chômage, de la réforme de la fiscalité ou de l'aide extérieure. Les thèmes de la monnaie et de l'intégration régionale occupent une place privilégiée.

S'agissant de ses conceptions du développement et de l'avenir du continent africain, O. Ouédraogo apparaît convaincu du bien-fondé des politiques d'inspiration libérale et reconnaît la nécessité de l'ajustement structurel mis en œuvre dans le cadre des programmes avec les institutions de Bretton Woods. Il invite pourtant ces institutions à un « devoir de modestie », les appelant à tirer les leçons de l'expérience pour réapprécier notamment le rôle de l'État dans l'économie (p. 189). L'auteur défend ainsi, par exemple, le principe des sociétés publiques dans le secteur minier (p. 47) ou la création de nouvelles banques de développement à capitaux publics prépondérants (p. 90). En outre, les sacrifices demandés aux populations doivent être justifiés par un nouveau contrat social établi avec les gouvernements et garantissant que « la rigueur de la gestion de l'économie s'accompagne de transparence et de justice » (p. 175). L'ajustement doit s'intégrer dans un véritable



projet de société, qui apporte des améliorations concrètes aux populations, notamment en matière d'éducation, d'aménagement du territoire et de participation aux programmes de développement (p. 192).

Dans ce projet de développement, l'intégration des politiques des États dans un cadre régional occupe une place centrale. L'auteur considère que ce cadre régional doit être d'abord celui de l'Afrique de l'Ouest. Il appelle ainsi clairement à la création d'une monnaie CEDEAO, qui pourrait être réalisée de manière graduelle ou immédiate. Cette nouvelle monnaie aurait un régime de change flottant et serait gérée par une banque centrale de tous les pays de la sous-région. La coopération monétaire entre la France et les pays ouest-africains de la zone franc serait « profondément révisée », mais l'auteur n'exclut pas que des mécanismes de soutien du cours de la monnaie unique CEDEAO puissent être provisoirement appuyés par le FMI, l'Union européenne ou d'autres partenaires internationaux (pp. 108-111). La construction de cette monnaie CEDEAO implique pour l'auteur la fin de l'union monétaire avec les pays de la zone franc d'Afrique centrale, qu'il évoque sans la moindre réticence, au nom d'arguments sans doute discutables sur les différences qu'il postule entre les deux zones dans « les traditions de vie commune », « les conditions générales de production » et la nature des relations monétaires entre les États membres (p. 125).

Comme son titre l'indique, le « plaidoyer » de O. Ouédraogo vise à susciter l'adhésion au projet dessiné par l'auteur et revendique une part de subjectivité. Certains pourront regretter que cette volonté de convaincre se traduise par une argumentation qui laisse parfois peu de place au débat tant elle est difficilement réfutable, certains passages étant formulés en des termes très généraux et consensuels ou au contraire très allusifs. C'est ainsi, par exemple, que s'agissant de la perspective d'une monnaie ouest-africaine, l'auteur se borne à présenter les avantages guère contestés de l'intégration monétaire, sans aborder la ques-

tion géopolitique majeure, à savoir la place qu'occuperait, dans un ensemble ouest-africain désormais pourvu d'une véritable consistance, le Nigeria, plus peuplé que les quinze autres États membres et prépondérant sur le plan économique. Même si certains lecteurs ne seront pas convaincus par toutes les conclusions de l'auteur, son ouvrage revêt un double intérêt : par la variété des questions traitées, il présente avec pédagogie les principaux enjeux des économies africaines. Associant libéralisme et pragmatisme, volonté de modernisation et projet d'intégration recentrée d'abord sur la CEDEAO, il est fortement représentatif d'un nouveau discours des élites d'Afrique de l'Ouest.

Vincent Hecquet

PAULAIS (Thierry),
WILHEM (Laurence)
Marchés d'Afrique
Paris, Karthala, 2000, 198 pages.

Si de nombreuses études sont consacrées aux circuits d'approvisionnement, on ne dispose guère d'informations ni d'analyses sur l'effet urbain structurant des marchés. Cette lacune est d'autant plus regrettable que la crise économique sévissant depuis le début des années 80 a provoqué un gonflement spectaculaire des activités marchandes informelles.

L'ouvrage commence par dresser un état des lieux à partir de recherches publiées sur la constitution des réseaux de marchés et sur la structuration des flux. Contrairement aux allégations du rapport Berg, il apparaît que les pratiques d'achat et de vente sont basées sur des relations personnalisées (les auteurs parlent de « mainmise sociale sur l'information commerciale ») et sur le développement de pratiques anticoncurrentielles. Les auteurs minimisent le rôle de l'entraide et parlent d'un individualisme féroce des vendeurs, soucieux avant tout de codifier la concurrence, mais aussi d'organiser l'exclusion de nouveaux postulants.

Par ailleurs, en dépit du dynamisme soutenu de l'agriculture urbaine et des échanges intra-familiaux entre ville et village, ce sont bien les échanges commerciaux indirects qui assurent l'essentiel de l'approvisionnement vivrier, sans appauvrir pour autant le monde rural. L'ouvrage fourmille d'informations sur le mode de distribution spatiale des marchés et sur la dynamique des relations qui s'établissent entre eux à l'échelle d'une ville. Sur ce point, on regrettera l'absence de cartes qui auraient pu à la fois éclairer et rendre moins indigestes les analyses typologiques. Une des caractéristiques de l'urbanisme commercial des villes africaines réside dans le développement d'hypercentres qui produisent un effet dépressif sur l'ensemble du réseau de distribution et aggravent la congestion des centres-villes. Les développements très descriptifs sur les surfaces commerciales et les coûts des équipements sont enrichis par une analyse assez fouillée du jeu des acteurs, qui met en évidence la grande fluidité et l'extrême précarité des statuts. La grande dispersion des chiffres d'affaires illustre la faible capacité de résistance des vendeurs de vivrier et d'artisanat locaux face aux marchands de produits importés. Cette capacité de résistance, autant que l'aptitude permanente à l'adaptation, est en tout état de cause fonction de la capacité à mobiliser des dépendants. Ce qui frappe, depuis le début des années 90, c'est l'invasion des emprises publiques par le marché parallèle, la croissance vertigineuse du nombre d'ambulants et de vendeurs occasionnels, maillons ultimes de la chaîne d'acteurs des circuits d'importation frauduleuse. Comment intervenir dans cet univers très mouvant qu'organisent des interdépendances multiples ? Très peu d'investissements furent consentis dans les équipements commerciaux au cours des décennies 70 et 80. On observe une reprise dans les années 90 mais, là où il faudrait une bonne capacité de maîtrise d'ouvrage et un « portage » politique fort, on relève la faiblesse des opérateurs et leur propension à formuler des objectifs irréalistes, car résultant trop rarement d'un véritable croisement entre estimation des consommations

et structures urbaines. Les marchés ne sont décidément pas un équipement public standard justiciable de projets classiques d'urbanisme et d'aménagement. Si les auteurs restent très allusifs sur le fait que les municipalités sont presque toujours écartées de la maîtrise d'ouvrage, ils mettent bien en évidence le caractère récurrent de deux questions : la gestion foncière d'une part, les transports et la circulation d'autre part. L'ouvrage est pleinement convaincant dans sa partie « gestion financière ». Il stigmatise l'irréalisme d'une vision du marché comme gisement fiscal, alors qu'il devrait être traité comme service public répondant à un besoin d'intérêt général. Le taux de recouvrement des droits de marché n'excède pas 70 % et peut descendre à 30 %. Les marchés ne contribuent de ce fait qu'à hauteur de 5 % aux budgets municipaux. Fidèles à leur démarche d'opérateurs, les auteurs terminent l'ouvrage par des propositions de mise en œuvre d'un authentique service public. En effet, la privatisation complète nourrit un paradoxe : meilleur est le gestionnaire privé et plus les coûts induits par les dysfonctionnements sont « externalisés », c'est-à-dire supportés par la collectivité. Les auteurs concluent sur une idée somme toute banale mais qui méritait d'être rappelée : l'existence d'une capacité de gestion de l'agglomération est la condition première d'une bonne gestion des marchés.

Émile Le Bris

RICARD (Alain)

Ebrahim Hussein. Théâtre swahili et nationalisme

Paris, Karthala, coll. « Les Afriques », 1998, 187 pages.

Il y a quelque audace à vouloir présenter au public francophone un auteur dramatique tanzanien dont les pièces et les poèmes sont écrits en swahili, un auteur qui, de plus, n'est guère traduit. Mais c'est le premier mérite d'Alain Ricard



que d'avoir eu cette audace. Par ce livre, il attire l'attention sur l'existence en Tanzanie d'un grand écrivain, il rappelle la présence d'une langue de communication largement utilisée en Afrique orientale (y compris dans la vie politique, ce dont les politologues tirent rarement les conséquences) et montre comment cet idiome peut devenir le véhicule d'une *création contemporaine* au sens le plus complet de ces termes. Ce sont là des raisons amplement suffisantes pour prêter attention à cet ouvrage. A. Ricard parle d'Ebrahim Hussein, le présente plus qu'il n'en trace la biographie, le situe dans ses environnements familiaux. De là, ressort sa situation d'écrivain : un des plus grands de la région, vivant à peine de sa plume et dépourvu aujourd'hui d'enseignement, alors qu'il a formé des générations d'écrivains et de professeurs et qu'il est l'un des sujets d'étude privilégiés des départements de littérature swahilie en Afrique de l'Est.

Deux dimensions du travail d'Ebrahim Hussein sont plus particulièrement mises en valeur au fil des chapitres qui étudient ses œuvres. Il est un écrivain qui invente un théâtre neuf : un tragique fondé sur des ressorts universels quoique précisément situé et imprégné de formes artistiques locales. De fait, Ebrahim Hussein crée ses jeux sur les *beni nogma* (parades en fanfare), sur les *vichekesho* (intermèdes comiques qui parsèment les spectacles de *taarab* sur la Côte et dans les îles), sur les grands récits moralisateurs ou épiques appréciés de l'océan aux Grands Lacs. Mais, pour faire un théâtre moderne, il faut autre chose, que l'Europe a peaufiné des siècles durant. Bertold Brecht nourrit donc l'inspiration d'Ebrahim Hussein, comme ses confrères kényans Nglugi wa Thionglo et John Rugenda, dont il veut nettement se démarquer. Le théâtre, qui regarde la vie à distance, ne peut être de ce fait ni une forme de rite, ni un moyen d'agit-prop. Il est un dit, il est un acte de liberté.

La seconde dimension, celle de la langue, souligne cette autonomie que revendique l'écrivain. Autonomie conférée par l'imagination de la trame et la dynamique de la représentation. Indépendance

que proclame une langue remaniée, recréée, évadée des cadres classiques de la poésie côtière. L'invention verbale, l'adoption du vers libre, la capacité à tordre les récits et à mettre en scène le songe sont génératrices d'univers nouveaux, dans lesquels se lisent bien évidemment des questions de politique. Des images corrosives (sans être explicitement contestatrices) du pouvoir, qui apparaît comme le domaine de la folie et, dans le meilleur des cas, de l'utopie. Des idées fortes sur l'identité, qui ne peut se concevoir qu'évolutive, guide peut-être – mais surtout pas carcan – et dépourvue de sens si les métissages qui toujours la sous-tendent ne sont pas reconnus. Des percées dans les imaginaires qui permettent au citoyen de décoder le système politique, comme cette confirmation de l'importance du langage politique des relations familiales et de la métaphore du mariage.

« Ebrahim Hussein, bouffon, comédien, propose des énigmes lumineuses que personne ne veut entendre. Il dit ce que tout le monde sait mais dont personne ne veut parler publiquement », suggère A. Ricard, indiquant bien par là et la singularité tanzanienne du dramaturge, et son appartenance à la famille des grands écrivains du monde.

Il y a dans les pièces de ce dramaturge un matériel hors du commun pour qui voudrait se livrer à une étude des conceptions (en insistant sur le pluriel) tanzaniennes de la politique. A. Ricard signale quelques pistes ; elles pourraient être poursuivies, par lui-même ou par d'autres ; elles devraient l'être en tout cas, notamment dans le domaine des identités.

Enfin, je me suis senti frustré de ne trouver en annexe qu'une partie seulement de la traduction d'*Arusi*, qui représente une des pièces majeures d'Ebrahim Hussein ; on aurait aimé avoir l'intégralité d'un tel texte.

Denis-Constant Martin

ROSSATANGA-RIGNAULT (Guy)
L'État au Gabon. Histoire et institutions
 Libreville, Raponda-Walker, 2000,
 485 pages.

Le côté didactique de cet ouvrage nuit à son intérêt, qui est de nous introduire à la connaissance de « l'organisation politique de la cité gabonaise », à « la compréhension d'un pays par le biais de ses institutions » (p. 11) et, dans le même élan, de valider certaines théories de la science juridique. Certes, l'auteur avait averti son lecteur qu'il serait « d'abord didactique » (*ibid.*), mais il n'y a pas d'« ensuite » méthodologique. L'ouvrage, très linéaire et diachronique, évite d'interpréter les faits et les événements en les rapprochant les uns des autres pour leur donner sens et cohérence. L'auteur s'est appliqué à se limiter au droit constitutionnel, sa matière d'enseignement, sans le confronter véritablement à la pratique effective.

La première partie (pp. 15-172) portant sur l'évolution politique et constitutionnelle illustre parfaitement la méthode de l'auteur, qui propose une lecture purement juridique des institutions des I^{re}, II^e et III^e Républiques, soit trois Constitutions de février 1959 à février 1961. Cette prolifération de Constitutions doit avoir des raisons essentiellement politiques qui sont éludées. La plus intéressante, en outre, est la III^e République, qui a duré de 1961 à 1991 et connu une multitude de révisions et d'amendements que Rossatanga décline avec une constance stakhanoviste en plus de 40 pages ! Parce que l'on ne comprend pas toujours le bien-fondé de ces révisions, souvent intempestives et que rien ne semble justifier *a priori*, on peut se demander de quelle rationalité participent toutes ces révisions effectuées par le « Prince » entouré d'un aréopage de conseillers, confortablement mais solidement assis sur son pays.

Quant à la seconde partie de l'ouvrage qui aborde la IV^e République du 26 mars 1991, elle est de la même veine que la première : analyse purement juridique des nouvelles institutions dans le troisième chapitre, le premier étant consacré aux facteurs exogènes et endogènes à l'origine du changement

de République, et le second à la définition de notions générales telles que le peuple, la nation, la démocratie, l'État de droit, etc. À la fin, l'auteur conclut avoir « pu dresser le tableau historique de la cité gabonaise, celui de la longue et lente conquête par les Gabonais de la citoyenneté » (p. 455). Or, justement, les Gabonais sont très peu présents dans cet ouvrage qui est conforme, jusque dans ses dérives « archéo-institutionnalistes », aux objectifs initiaux arrêtés dans l'introduction. À moins que le président Bongo ait complètement inhibé l'écriture de l'auteur, que nous savons ailleurs incisif.

Comi Toulabor

SÉRAPHIN (GILLES)

Vivre à Douala. L'imaginaire et l'action dans une ville africaine en crise

Paris, L'Harmattan, coll. « Villes et entreprises », 2000, 302 pages.

Vivre à Douala est un livre ambitieux qui nourrit un double objectif : dépasser la réalité visible d'une scène urbaine en crise (un contexte économique peu porteur, un environnement social oppressant, une précarité renforcée) en insistant sur ses effets immédiats et à venir sur les comportements et les perceptions des individus. De composition binaire équilibrée (« Être à Douala » et « Agir à Douala »), cet ouvrage apparaît d'emblée très structuré. Le lecteur est invité à une véritable plongée dans l'univers mental du citadin et dans son histoire individuelle, faite d'espairs déçus, de craintes maintenues, de désarroi partagé et de désirs inassouvis.

Pour cette entreprise, Gilles Séraphin a eu abondamment recours aux paroles recueillies lors d'entretiens dans certains quartiers de Douala, qui restent hélas parfois difficiles à situer. Nul doute qu'une présentation géographique des lieux (carte et description) aurait permis de donner à voir les espaces de vie des personnes interrogées. L'auteur a cherché à décrypter « l'imaginaire social » des Doualais, conçu comme « une matrice



de perception et d'interprétation du vécu » (p. 12) en création permanente, fondé sur un substrat symbolique partagé. Cet imaginaire est nourri par de multiples référentiels, visibles dans le discours et l'action, qui sont longuement présentés dans les chapitres 1 et 2. Le livre s'ouvre donc sur une véritable leçon inaugurale, adossée aux citations de quelques « grands », philosophes et sociologues, qui font progressivement glisser la réalité doualaise au second plan.

En dépit des très nombreuses notes de bas de page qui émaillent ces chapitres, on regrettera la faible place accordée ici au sujet, acteur social individuel en devenir dans des sociétés urbaines en rapide évolution (voir *L'Afrique des individus*, sous la direction de A. Marie) : celui-ci n'apparaît qu'en fin d'ouvrage (chap. 11).

Très vite, l'auteur énumère, pêle-mêle, dix thèmes récurrents de « l'être et l'agir », censés habiter et structurer le Doualais (pourquoi le sexe et l'argent n'apparaissent-ils pas plus prégnants que la religion ?). Cependant, cela suffit-il à cerner l'habitant de Douala dans toute sa complexité, dans ses hésitations, ses contradictions et ses projets individuels ou collectifs ? Sans doute pas, puisque l'auteur est conduit à surimposer, dans un court chapitre indépendant, une grille historique fragmentaire constituée d'événements locaux, directement tirée de ses 208 entretiens (pp. 63-72). La grille d'analyse ainsi proposée est complexe sans qu'il soit toujours possible au lecteur de hiérarchiser les différents invariants sociologiques ou historiques et d'en saisir les interrelations. Cette « épistémè » doualaise est-elle véritablement opératoire ?

Au demeurant, ce que l'auteur réussit avec quelque bonheur à faire vivre, c'est bien le décalage entre le désir de réalisation du sujet (obtenir un statut) et la concrétisation de son destin : le groupe familial, la communauté, l'entreprise le servent au moins autant qu'ils ne le briment. La « crise », si elle a pu ouvrir des perspectives informelles de survie, est également passée par là, déstabilisant les individus et les familles (chap. 6 et 7). D'où de longues pages vivantes et bien senties sur les

ruptures et retournements qu'elle a suscités, les minuscules stratégies individuelles, les efforts collectifs, via les groupements associatifs, destinés à reconstruire un tissu social sinistré et à tenter de sortir de la précarité (chap. 8 et 9). Pour l'auteur, le Doualais semble ainsi se reconstruire d'avantage à travers les canaux traditionnels que sont l'école, les associations, la religion et les différents réseaux relationnels. Mais, au-delà de ce contexte communautaire, qu'en est-il du sujet individuel ? En quoi ce processus est-il spécifique à Douala et au Doualais ?

Dans cette perspective, les paroles de citoyens constituent, certes, « un mode de dévoilement extraordinaire » du climat d'incertitude et de lutte permanente d'une « société en marche ». Encore faudrait-il parvenir à fournir les clés historiques et sociologiques de ces discours (pp. 157-201). Il ne suffit pas en effet de les retranscrire *in extenso* pour qu'ils fassent sens au lecteur (et à l'enquête !). Ainsi avons-nous souvent l'impression que ce sont les récits de vie – et non la grille d'analyse préliminaire de « l'imaginaire doualais » – qui servent de fil directeur à l'ouvrage. D'où, une centaine de pages durant, une juxtaposition de tableaux vivants sur les effets de la crise ou sur les mécanismes de reconquête d'un statut social.

Par ailleurs, les tableaux et graphiques publiés en annexe auraient fortement gagné à être réinsérés au cœur de l'ouvrage afin de servir, de manière plus explicite, la thématique développée. Ainsi, en dépit d'un important travail de rédaction et d'une très réelle qualité d'écriture, cet ouvrage souffre donc d'un double paradoxe : ne pas s'être éloigné d'un certain académisme universitaire et avoir accordé une trop large place aux citations. Il fournit cependant une masse importante de données sur une métropole changeante, encore méconnue.

Pierre Janin



TUDESQ (André-Jean)

L'Espoir et l'illusion. Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne

Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, 257 pages.

Les Médias en Afrique

Paris, Ellipses, 1999, 160 pages.

Deux ouvrages viennent enrichir la connaissance des médias africains, essayant de cerner une réalité aussi mouvante qu'ailleurs dans ce secteur, tout en réfléchissant à la signification des évolutions récentes pour le continent. Après trois livres consacrés à chacun des grands médias (*La Radio en Afrique noire*, Pedone, 1983 ; *L'Afrique noire et ses télévisions*, Anthropos, 1992 ; *Feuilles d'Afrique. Étude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1995), André-Jean Tudesq passe désormais à une présentation thématique, actualisée, sans oublier qu'il est aussi historien et que toute réalité s'ancre dans le passé. C'est donc une autre façon d'aborder la situation des médias, de dresser un bilan en cette fin du xx^e siècle, même si, çà et là, on retrouve quelques points communs avec ce qui a été écrit précédemment.

L'Espoir et l'illusion s'ouvre sur un tableau des « transferts et ruptures » dans le domaine des technologies qui dictent l'évolution des supports, dans celui des connaissances véhiculées et enfin dans celui des pratiques ; pour ce dernier point, la question des langues est abordée de façon précise et chiffrée, les commentaires de six tableaux permettant ensuite de cerner les sources d'information des publics africains.

La deuxième partie étudie d'abord les enjeux politiques des médias pour s'attarder ensuite sur les enjeux économiques et sociaux et terminer par les enjeux culturels. Les lecteurs assidus de A.-J. Tudesq sont familiarisés avec la plupart des thèmes retenus ici (rapports médias-État, médias-développement/environnement...), mais ceux-ci sont précisés ou davantage élucidés.

La dernière partie, à l'aide de très nombreux exemples et de statistiques fort riches, brosse « les effets pervers » des médias. Les quatre principaux sont répertoriés : les divers volets de « la dépendance vis-à-vis de l'étranger », les « chocs culturels », les différentes formes de la violence et « l'aggravation des inégalités ». La conclusion analyse la notion de « crise » dans et à travers les médias, mais aussi les mutations véhiculées, révélées ou révélatrices.

Les Médias en Afrique est davantage destiné, comme le veut la collection dans laquelle il s'inscrit, à des étudiants : les notes et les références bibliographiques y sont plus réduites, une carte de l'Afrique permet à un lecteur moins averti de repérer les pays ou les lieux auxquels il est fait allusion.

Ces deux livres se complètent. Ils sont une mine de renseignements, surtout sur les secteurs peu étudiés, en français, des médias non francophones d'Afrique. Les sources anglaises, belges ou locales, d'innombrables enquêtes, pas ou peu exploitées jusque-là, ont permis de diversifier les exemples auxquels nous sommes traditionnellement habitués. Mais le retour régulier à des réflexions d'ensemble évite d'être noyé par l'abondance et la richesse de la documentation

Annie Lenoble-Bart